

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14156>

EADS, MBDA et Thales veulent profiter de la nouvelle doctrine de l'Otan

- Défense - International -



Date de mise en ligne : vendredi 19 novembre 2010

Spyworld Actu

Les 28 Etats membres de l'Otan se retrouvent demain à Lisbonne. Ils vont faire de la défense antimissile une nouvelle mission collective de l'Alliance. EADS, MBDA et Thales espèrent en tirer profit. Mais Paris n'a pas les moyens de les soutenir face aux Américains.

La période de rodage aura été de courte durée pour Alain Juppé. A peine nommé, le nouveau ministre de la Défense a rendez-vous demain à Lisbonne pour l'un des plus importants sommets de l'Otan de ces dernières années. Outre une restructuration de ses effectifs, l'Alliance atlantique doit entériner une nouvelle doctrine, la dernière datant de 1999, pour faire face aux nouvelles menaces.

A ce titre, le maire de Bordeaux a dû se plonger en accéléré dans l'un des dossiers les plus complexes du moment, celui du bouclier antimissile. Avec, en filigrane, la question des intérêts industriels français dans un domaine où les Américains ont pris une énorme longueur d'avance.

Fruit d'une réflexion de plusieurs mois menée sous l'égide de Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'Etat américaine, la nouvelle feuille de route de l'Otan va faire de la défense antimissile une de ses nouvelles missions collectives. Les 28 Etats membres sont d'accord pour se doter d'un système de protection contre des missiles qui viseraient le territoire de n'importe lequel d'entre eux, d'où qu'ils viennent.

Sur ce chapitre, trois industriels européens comptent bien apporter leur pierre à l'édifice : EADS, au travers de sa filiale spatiale Astrium, le missilier MBDA et, au milieu, Thales, partenaire des deux premiers avec ses radars et ses systèmes de communication.

A défaut d'être parfaitement alignés, les trois industriels sont au moins d'accord sur un point : faute d'arriver à imposer sa technologie, l'Europe n'aura d'autre choix que de passer par les fourches Caudines américaines. « Si les pays européens ne participent pas a minima au futur bouclier antimissile, alors les Américains apporteront tout, nous le feront payer, et nous n'aurons aucun contrôle sur la facture, sans aucune retombée industrielle », affirment-ils en substance. L'enjeu est d'autant plus important que MBDA et Thales comptent bien profiter de la nouvelle doctrine de l'Otan pour combler un trou dans leurs offres à l'export.

Pour simplifier, il existe deux types de menaces. La première englobe les missiles qui, une fois tirés, ne montent pas à plus de 20 kilomètres d'altitude, pour une portée de 3.000 kilomètres maximum. Cette menace, l'Otan la traite déjà au travers de la première phase du programme « active layered theater ballistic missile defense » (ALTBMD), destiné à protéger les troupes en opération. La France y contribue à deux niveaux : le système de commandement des opérations aériennes confié à TRS, une coentreprise Thales-Raytheon, et les missiles d'interception, au travers des Aster de MBDA.

Deux solutions concurrentes

Ce qui se décidera ce week-end à Lisbonne doit logiquement enclencher la seconde phase du programme ALTBMD, celle devant traiter des missiles de plus longue portée et qui flirtent avec les hautes couches de l'atmosphère, voire qui font un saut dans l'espace avant de frapper leur cible. Pour Paris, la meilleure réponse à cette menace balistique (que très peu de pays maîtrisent à ce jour) reste la dissuasion nucléaire.

Les industriels, eux, veulent aller plus loin, et proposent deux solutions concurrentes. La première, poussée par

MBDA consiste en une évolution de l'Aster pour qu'il puisse monter jusqu'à 80 kilomètres d'altitude. Le problème, c'est qu'il en coûterait entre 2,5 et 3 milliards d'euros. Hors de portée de la loi de programmation militaire actuelle. Le missile devra se contenter de 10 à 15 millions par an d'études amont financées par la DGA. Mais qui dit évolution de l'Aster dit aussi nouveau radar d'alerte, sans lequel le futur Aster reste aveugle. Selon Thales, il y en a pour 200 millions, une somme que Paris n'a pas prévu d'avancer pour l'instant.

La seconde solution pour contrer la menace balistique consiste à développer un intercepteur exo-atmosphérique capable de détruire un missile dans l'espace. Astrium, qui fabrique les fusées Ariane et les missiles nucléaires, s'estime compétent pour le faire. Il faudrait consacrer 50 millions d'euros par an pendant cinq ans pour en faire la preuve, assure la filiale d'EADS. Le problème, là encore, est que la loi de programmation militaire actuelle n'a rien prévu de tel, conformément d'ailleurs au Livre blanc de la défense.

Post-scriptum :

<http://www.lesechos.fr/entreprises-...>